



Pour un autre partage des richesses : combattre l'austérité, débloquer les salaires, développer l'emploi et la protection sociale

Nous serons 5 millions de salariés de la Fonction Publique à voter le 4 décembre 2014. Avec la CGT, première organisation syndicale dans la Fonction Publique, affirmez qu'un changement de cap radical s'impose. Pour sortir de la crise il faut un autre partage des richesses, combattre l'austérité, débloquer les salaires, développer l'emploi et la protection sociale. Tous ces objectifs sont liés : l'argent donné, sans aucune contrepartie, au patronat ne fait qu'enrichir les actionnaires, alimenter la spéculation et rendre précaire la situation d'un nombre croissant d'entre nous ou de nos proches.

La recherche publique victime de l'austérité

Fonction publique

Seul le travail est créateur de richesse. Ce n'est pas le travail qui coûte, ce sont les ponctions imposées par le capital qui grèvent les budgets des entreprises et de l'État.

[cf. site CGT*]

La valeur du point est en perte continue par rapport à l'inflation : -29 % depuis 1984 ! Et le gouvernement a décidé de geler le point d'indice jusqu'en 2017. Les grilles sont tirées vers le bas, comme en témoigne le rapport entre le salaire d'embauche, par catégorie, et le SMIC à deux dates.

	C	B	A
1983	1,15	1,33	1,75
2014	1,01	1,03	1,12

Les salaires de la fonction publique sont des investissements qui correspondent à des services rendus : éducation, santé, recherche, aménagement territorial, sécurité, justice...

La CGT formule des propositions de grille, basée sur un **SMIC à 1700 €**, et de moyens pour les financer.

[cf. site SNTRS-CGT*]

Recherche

Dans notre domaine non plus, **l'alternance politique au niveau national n'aura pas apporté de changement majeur.** Le concept d'excellence, associé aux structures ANR et AERES, continue de détruire patiemment nos établissements et, en leur sein, les collectifs de travail. Pour être en phase avec nos collègues de la recherche publique, la CGT Irstea a choisi de rejoindre le SNTRS (Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique) qui rassemble notamment les EPST suivants : CNRS, INSERM INRIA, IRD, INED.

[cf. site SNTRS-CGT*]

Le vote CGT sera un vote clair, sans ambiguïté, pour une réorientation de la politique économique et sociale dans le pays, pour la définition des missions et des moyens de la Fonction Publique et de la recherche publique.

Irstea : une situation spécifique

Une fois payé le personnel permanent il ne reste presque plus rien.

Quelques chiffres clefs permettent de saisir l'extrême tension qui existe sur le financement de la recherche à l'Irstea : de plus en plus de précaires dans les collectifs, des dotations consommées presque intégralement par les salaires des fonctionnaires (**81 % en 2006, 91 % en 2013 !**), des ressources propres qui restent en grande partie publiques avec des coûts de transaction toujours plus lourds.

Avec le **quasi-gel des ouvertures de postes** à l'Irstea décidé par le Président, en 2014 comme en 2015, nous touchons le fond. **Il est urgent de repenser le financement de l'Irstea** et de la recherche en France pour redonner à nos établissements les moyens de leurs missions et ambitions.

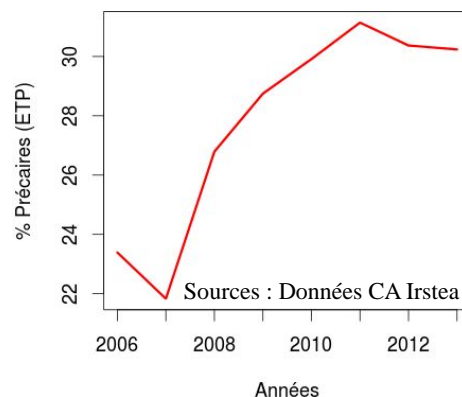
Une tension au travail qui ne cesse d'augmenter

Les risques psycho-sociaux restent une réalité à l'Irstea. L'audit du cabinet GESTE demandé par le personnel et confisqué par la direction qui a refusé de communiquer l'ensemble des résultats n'a rien changé. Au contraire le dernier **contrat d'objectif**, signé par le PDG **sans engagement de moyens** de la part des tutelles comme les précédents, accroît encore la pression sur les personnels : « on verra ce que l'on aura pu faire à la fin du contrat » dit-il. La course effrénée aux ressources propres génère une perte de sens de nos activités. **Il est temps de repenser l'organisation du travail !** [cf. site SNTRS-CGT*]

Cela ne se résoudra pas en transposant toujours davantage les concepts du « nouveau management » dans la fonction publique. Voir notre document : La CGT n'adhère pas aux valeurs d'Irstea : [cf. site SNTRS-CGT*]

Des CDD toujours plus nombreux et plus exposés

Entre 2006 et 2013 la part des temporaires dans l'effectif total est passée de **23 à 30 %** équivalents temps plein ! Cette **précarité**, qui affecte un grand nombre de collègues : un équivalent temps plein (ETP) peut correspondre à 3 CDD, gangrène l'ensemble du dispositif. Elle est **institutionnalisée** : par exemple, aucun poste de titulaire n'est prévu pour la gestion de l'EQUIPEX GEOSUD (11,5 M€ de subvention). Elle n'est **pas fatale** : 25 % du Crédit Impôt Recherche permettrait de titulariser 50 000 précaires. [\[cf. site SNTRS-CGT*\]](#)



Nos revendications :

- ✓ une **augmentation des salaires** et révision de l'ensemble des grilles sur la base du SMIC à 1700 € et d'un doublement sur l'ensemble de la carrière,
- ✓ des **créations d'emplois de titulaires** qui correspondent aux besoins de la recherche, sous la forme d'un plan pluriannuel,
- ✓ une réaffectation d'une partie du Crédit Impôt Recherche et des fonds de l'ANR vers des **financements récurrents pour la recherche**.

Plus spécifiquement à l'Irstea :



- ✓ une augmentation de la dotation de fonctionnement de l'établissement à la hauteur de celles des autres EPST,
- ✓ une amélioration du dialogue social avec une réelle prise en compte des avis des représentants du personnel, même s'ils ne sont que consultatifs !
- ✓ une amélioration de la qualité de l'accueil des contractuels,
- ✓ pas de relocalisation ou d'arrêt d'activités sur des critères essentiellement financiers,
- ✓ un développement du rôle des CHSCT (hygiène, sécurité et conditions de travail) en utilisant pleinement les pouvoirs de ces instances,
- ✓ une baisse de la pression sur les agents notamment en faisant en sorte de ne plus avoir des collectifs de recherche en évaluation permanente surtout avec la multiplication des structures auxquelles ils appartiennent (UMR, LabEx et autres structures d'excellence),
- ✓ une mise en œuvre de l'interopérabilité des outils informatiques (missions, conventions) et une optimisation des procédures entre centres et services de la direction générale (dossier de recrutement, bases de données...), permettant la suppression des saisies multiples, la maîtrise des délais et l'extraction d'informations.

Votre liste CGT Irstea au Comité Technique d'Établissement Public (CTEP) :

une grande diversité des sites, des statuts, des qualifications



Première ligne : Myriam Chanet (IR, Clermont), Lætitia Guérin-Schneider (IPEF, Montpellier), Nathan Daumergue (AJT, Grenoble), Yves Legat (IPEF, Bordeaux), Lynda Aissani (IR, Rennes), Sylvain Vigneau (CDD, Lyon), Evelyne Langlois (AI, DG) et sans photo : Michel Ferry (IE, Antony)

Deuxième ligne : Augustin Luxin (TR, Montpellier) Jean-Marie Lescot (IR, Bordeaux), Ryad Bendoula (CR, Montpellier), Sophie Le Roux (TR, Rennes), Daniel Moura (TR, Montpellier), Stéphanie Gaucherand (IPEF, Grenoble), Serge Guillaume (IR, Montpellier)

Donnez du poids à vos revendications : votez CGT